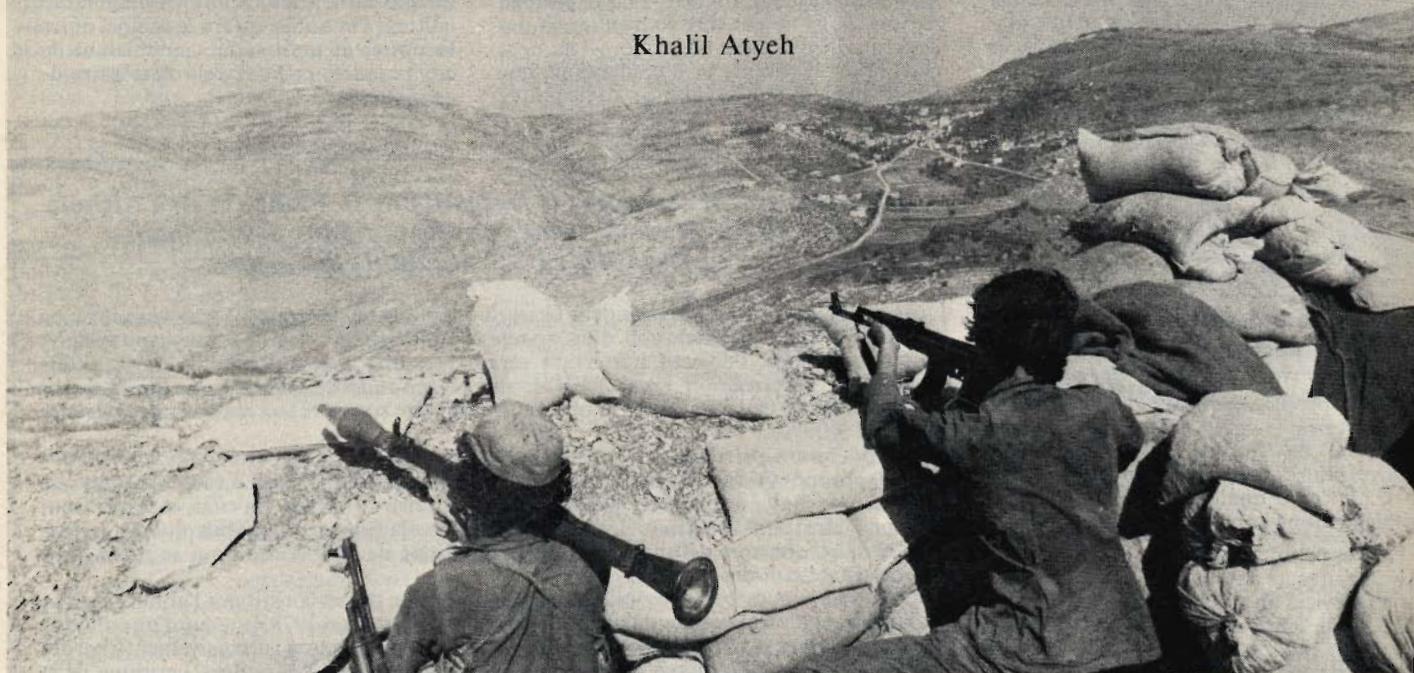


SUD-LIBAN: LA GUERRE INTERMINABLE

Khalil Atyeh



Position palestinienne dans le Sud-Liban, à quelques kilomètres de la frontière israélienne

Les derniers développements spectaculaires au Proche-Orient, survenus à la suite de la visite de Sadate en Israël, semblent éclipser provisoirement la situation explosive qui prévaut actuellement dans le Sud Liban. Il serait cependant très imprudent de sous-estimer l'impact de la « guerre civile libanaise », dont le dernier foyer d'incendie subsiste encore dans cette région, sur l'ensemble de la situation dans le monde arabe, gravement compromise par le faux-pas du Raïs. Certains observateurs ne manquent pas de souligner qu'Israël est actuellement acquis à l'idée d'une guerre préventive qui serait déclenchée à partir du Sud et dont l'enjeu serait la mise au pas de la Syrie et de la résistance palestinienne pour au moins une dizaine d'années. L'échec évident de la politique de Sadate et les futurs rebondissements du conflit israélo-arabe qui en découlerait va de nouveau braquer les feux de l'actualité sur cette région sinistrée qui n'arrête pas de saigner.

Le 19 novembre dernier, alors même que Sadate et Begin échangeaient discours et amabilités sous les regards attentifs de centaines de millions de spectateurs dans le monde, la population libanaise du Sud était la seule à n'avoir nourri aucune illusion sur la possibilité d'une paix durable et effective qui émanerait d'une telle rencontre, tellement le bombardement de leurs villages par l'artillerie israélienne, la veille même, était meurtrier et systématique.

Maintenant qu'une certaine lassitude se dessine dans les mass-media au sujet du voyage de Sadate et de ses improvisations spectaculaires, la « question libanaise » semble redevenir un centre d'intérêt privilégié pour une bonne partie de la presse arabe et internationale. Il est donc primordial, pour comprendre l'enjeu de la guerre, qui couve dans cette partie déshéritée du Liban, de recourir à une analyse poussée de

toutes les données de la situation afin de mieux les situer dans le contexte général du conflit israélo-arabe.

La règle du silence

C'est qu'un black-out total semble s'y instaurer et les rares informations qui nous parviennent sont soigneusement filtrées par les mass-médias israéliens ainsi qu'à travers les communiqués laconiques des observateurs de l'ONU. En fait, une véritable guerre se déroule au Sud du Liban entre les Israéliens et les phalangistes libanais d'une part, et les Palestiniens et leurs alliés du « Front national et progressiste » d'autre part. L'enjeu du conflit dépasse de loin le cadre proprement libanais et semble en relation étroite avec l'activité diplomatique intense qui se déploie actuellement dans les pays directement concernés par le problème palestinien. Le dernier accord de cessez-le-feu parrainé par les Etats-Unis, à la demande expresse de certains régimes arabes affolés par l'imminence d'une nouvelle guerre israélo-arabe, montre à quel point le Sud libanais, ce foyer de guerre et de tension maintenu à petit feu, risquerait de perturber la « marche forcée vers la paix » et de devenir un instrument de chantage utilisé par les Etats-Unis, Israël et la droite libanaise pour arracher le maximum de concessions aux futurs négociateurs arabes.

Il est certes difficile dans le cadre de cet article d'analyser tous les facteurs locaux, régionaux et internationaux qui perpétuent la guerre dans le Sud et entravent sérieusement les chances d'une paix juste et durable au Proche-Orient tant les intérêts, les implications et les objectifs recherchés sont capitaux, pour ne pas dire vitaux, pour toutes les parties antagonistes.

Le jeu du « Front libanais »

Il y a d'abord le camp conservateur dirigé par le « Front Libanais », organisation politico-militaire hétérogène, regroupant en son sein les tendances les plus variées de la droite libanaise, à majorité maronite, à commencer par les Phalangistes, jusqu'au parti National Libéral de l'ex-président Camille Chamoun en passant par M. Suleiman Frangié, prédécesseur de Sarkis, les moines libanais et les « Gardiens du Cèdre » animés par une haine morbide de tout ce qui est arabe et plus spécialement palestinien. Ce « Front », fort de l'appui du président syrien Hafez El Assad, a pu retourner la situation militaire en sa faveur en s'assurant le contrôle des enclaves musulmanes et palestiniennes se trouvant dans les zones chrétiennes. Mais très vite, il s'est rendu compte que la facture à payer à Damas était très élevée et que la « souveraineté » et « l'indépendance » longtemps présentées à l'opinion publique chrétienne comme la raison d'être d'un Liban occidentalisé étaient sans contenu devant les barrages et les blindés de l'armée syrienne au cœur même du « pays chrétien ». Les chefs de la droite libanaise, pour conserver leur crédibilité, n'ont pas hésité un instant à maintenir leur clientèle en état de mobilisation permanente en créant un climat d'insécurité générale dans le pays, en provoquant quelques massacres de temps à autre, en alimentant continuellement le feu dans le Sud et enfin en adoptant des déclarations fracassantes contre les Palestiniens, la gauche libanaise, le pouvoir légal du Président Sarkis et même parfois contre les Syriens. Pire encore, devant l'impasse totale où elle s'est trouvée, la droite chrétienne s'est tournée vers Israël pour contrecarrer le poids syrien et s'assurer des

appuis sûrs en cas de conflit généralisé avec le régime de Damas. C'est sous cette optique qu'il faut analyser le dernier sommet du «*Front Libanais*» réuni à Ehden et à l'issue duquel une véritable «*déclaration de guerre*» fut adoptée. Ladite déclaration somme les pays arabes non pas de désarmer les Palestiniens au Liban mais aussi de se les partager, c'est-à-dire de mettre fin à toute présence palestinienne et stigmatise la «*présence des étrangers*» (à savoir les Syriens) dans le pays.

Cette escalade verbale devait se traduire sur le terrain par une recrudescence des activités militaires dans le Sud en coopération étroite avec les forces armées israéliennes. Par cette initiative, la droite a voulu prouver qu'elle a toujours son mot à dire et que sa liberté de manœuvre n'est pas aussi étroite qu'on le pense, même si cela doit conduire à long terme à une politique suicidaire.

Le dernier accord de cessez-le-feu l'a d'ailleurs largement démontré. En effet, malgré la déclaration de M. Begin affirmant qu'Israël envisagerait non seulement de «*protéger*» les chrétiens dans les régions frontalières mais aussi d'étendre cette protection «*à tous les chrétiens libanais où qu'ils se trouvent*», les forces armées israéliennes se sont partiellement retirées de certaines positions qu'elles occupaient à la demande des Etats-Unis. Le colonel Saad Haddad commandant en chef des «*forces libanaises*» dans le Sud, connu pour ses relations étroites avec les Israéliens et qui vient d'ailleurs d'être décoré par le ministre de la Défense israélien, n'a pas pu cacher sa déception devant ce lâchage : «*Nous étions opposés au cessez-le-feu. En tout cas, personne ne nous a demandé notre opinion sur cet accord qui nous a été imposé... Je ne comprends pas comment Israël a pu accepter de se retirer unilatéralement. Il semble qu'il y ait été forcé par les Etats-Unis...*»

Le piège de la «*bonne frontière*»

En tout cas, la population chrétienne, elle, n'a plus aucune illusion là-dessus. En effet, d'après les dernières nouvelles en provenance du Liban, l'état d'esprit des villageois chrétiens vivant dans la zone frontalière évolue de plus en plus dans le sens d'un retour dans le giron libanais. Dédaignant le piège de la «*bonne frontière*» que lui avait ouvert l'Etat hébreu, la majorité de la population chrétienne du sud manifeste publiquement son désir d'être réintégrée dans l'économie du pays. Plusieurs convois venant des villages chrétiens frontaliers ont récemment été vus traversant la ligne de démarcation qui sépare les belligérants. Ce développement, activement recherché et encouragé par les Palestino-progressistes, pourrait, s'il se confirme et se consolide, retirer le tapis sous les pieds de la droite et de l'Etat sioniste, qui prétendent justement protéger la minorité chrétienne malgré elle.

OLP : des moments difficiles

Le rôle de la droite libanaise, pour important qu'il soit, n'est cependant qu'un rôle d'appoint dans une opération de grande envergure dont la phase finale serait la liquidation physique et politique de la résistance palestinienne. Car, en dernière

analyse, ce sont bien les Palestiniens qui font obstacle à la «*pax americana*» qu'on veut imposer aux Arabes. Le président Carter a bien voulu «*accorder*» un «*Home*» mais pas à n'importe qui, surtout pas à l'OLP. De toute façon, à la lumière des tous derniers développements, la soi-disant patrie «*promise*» aux Palestiniens ne serait rien d'autre qu'une «*autonomie*» intérieure assimilable à une forme de gestion municipale.

D'autre part, Genève ne pourra rien apporter de concret sans une présence palestinienne. Il est donc indispensable actuellement d'affaiblir la résistance palestinienne militairement par l'action conjointe des «*forces libanaises chrétiennes*» et de l'armée israélienne; politiquement par la mise en vedette d'une certaine droite palestinienne liée à l'Arabie Saoudite ou au régime du roi Hussein de Jordanie. Pour déjouer cette manœuvre, les dirigeants de l'OLP ont riposté habilement, mais ferme-

ment en adoptant une politique de défense active sur le terrain : mobilisation permanente, réarmement intensif, et par la multiplication de ses alliances politiques : ouverture sur le régime central de Sarkis, alliance tactique avec les Syriens, consolidation des relations avec les pays socialistes et les mouvements de libération dans le monde, renforcement du lien organique avec le mouvement national libanais. Mais le danger de liquidation n'est pas pour autant écarté et des moments difficiles paraissent attendre la centrale des Fedayins sur le plan militaire, politique et même au niveau de ses alliances intérieures et extérieures.

Cependant l'OPEP possède toujours une carte maîtresse, celle de pouvoir, comme dernier recours, faire sauter tout l'échiquier politique au Moyen Orient, ouvrir une bataille sans merci avec les régimes arabes hostiles et pratiquer la politique de la terre brûlée. Jusqu'ici, la



Dans les ruines de Beyrouth...

résistance n'a pas eu besoin de recourir à une telle pratique parce qu'elle était et est toujours suffisamment puissante pour ne pas y recourir. Dernièrement encore, lors des violents accrochages avec la droite libanaise et son alliée israélien, les Palestiniens n'ont pas hésité à bombarder violemment les colonies sionistes en riposte à l'action armée israélienne dans le Sud, créant ainsi une sorte de panique dans les capitales arabes affolées par l'hypothèse d'une guerre généralisée avec Israël à laquelle elles n'ont pas encore été préparées.

La gauche : attentisme et relâchement

Le Mouvement National Libanais (composé essentiellement de Nassériens indépendants — les Mourabitouns —, de socialistes, de communistes et de Baassistes etc.) jouent quant à lui, malgré l'assassinat de son chef Kamal Joublatt un rôle d'appoint pour la résistance palestinienne. Il continue en effet à se battre aux côtés des Fedayins dans le Sud et à se préparer à une éventuelle confrontation avec la droite. Cependant des signes de relâche commencent à apparaître, la Syrie ayant réussi à créer de sérieuses scissions entre les diverses formations de ce front. Ainsi, la gauche libanaise semble dans la phase actuelle, se cantonner dans un attentisme plus ou moins passif, misant excessivement sur une éventuelle confrontation entre le régime syrien et la droite libanaise qui la renforcerait considérablement.

La politique de Damas

Bien qu'officiellement absente du théâtre des opérations, la Syrie semble être la plus affectée par la guerre du Sud. En effet, l'alliance ouverte entre la droite libanaise et Israël embarrasse extrêmement les dirigeants de Damas qui ne peuvent plus présenter de justifications valables à leur opinion publique sur la protection qu'ils ont accordée et qu'ils accordent toujours à cette même droite. Face à ce chantage, le régime syrien s'efforce actuellement de tout mettre en œuvre pour un arrêt définitif des combats dans le Sud, même au prix d'énormes concessions imposées aux Palestiniens. Les récentes consultations entre Damas et Beyrouth ainsi que les fréquentes réunions entre des dirigeants syriens et des représentants de la résistance palestinienne visent à favoriser une telle issue qui serait, dans tous les cas, préjudiciable aux Palestiniens. Selon des sources dignes de foi, Damas aurait exigé du président de l'OLP de donner sa signature à un accord comportant les points suivants :

— Les Palestiniens se retireraient avec leurs armes lourdes du secteur de la Békaa-Ouest, se contentant d'y garder quelques 250 miliciens répartis sur cinq centres de stationnement.

— 250 commandos palestiniens seulement stationneraient dans le Arkoub (Fathland).

— Tous les autres Palestiniens se retireraient du Sud soit pour rejoindre les rangs de l'Armée de Libération de la Palestine en Syrie, soit pour quitter le Liban par voie de mer (surtout pour le Front du Refus), soit enfin pour rejoindre les camps de réfugiés

répartis dans toutes les régions libanaises où ils seraient soumis à un contrôle très strict.

Une bombe à retardement

Si cet accord devait avoir lieu, et l'analyse sur le terrain rend une telle hypothèse très peu probable, c'est que le chantage du «*Front Libanais*» a été à court terme payant. Le régime syrien sortirait lui aussi «*victorieux*» de cette confrontation, mais pour combien de temps? En effet les tensions sociales, les difficultés économiques, les luttes intestines et confessionnelles et l'évident échec de Genève risqueraient de faire sombrer la Syrie dans une guerre civile redoutable. Tactiquement, la Résistance palestinienne a mis une sourdine à ses querelles avec le régime de Hafez El Assad, espérant tirer quelques profits pour consolider sa position dans le Sud. Toutefois, si cette alliance tactique devait se révéler inutile, voire contraignante, les Palestiniens seraient obligés de réviser toute leur politique de conciliation et de détente dans le monde arabe. Ils seraient tentés de mettre à exécution ce redoutable mot d'ordre : «*Ou bien nous aurons notre patrie, ou bien il n'y aura de patrie pour personne*». L'initiative de Sadate, la fin de la trêve signée à Ryad entre les deux régimes égyptien et syrien, la constitution d'un «*front de résistance*» à Tripoli ainsi que la réunification de toutes les organisations palestiniennes... tous ces rebondissements semblent retourner la situation au Liban en faveur de l'OLP. Selon certaines informations la Syrie aurait adressé un avertissement très dur au «*Front libanais*» le sommant de ne rien entreprendre qui puisse nuire à la position de la Syrie face à Sadate.

L'enjeu de la guerre du Sud paraît donc engager tout le monde : il y a bien sûr les belligérants eux-mêmes, le régime syrien et tous les autres régimes arabes intéressés ou opposés à un règlement négocié, mais il y a aussi et surtout les Etats-Unis qui exploitent cyniquement cette guerre pour imposer aux Arabes une «*paix américaine*» toujours plus coûteuse. Grâce à cette promesse de «*paix américaine*», la nation arabe vit actuellement l'un des moments les plus critiques de son existence. Le Liban est menacé de partition ou d'invasion israélienne. La Syrie se confessionalise de plus en plus. L'Egypte se retrouve pour la première fois dans son histoire face à un pseudo-problème copte en même temps qu'elle s'incline devant les conditions israéliennes. Les régimes progressistes : l'Algérie, la Lybie, l'Irak, le Yémen Démocratique, sont l'objet d'un encerclement toujours plus serré. Dans chaque pays arabe, on a placé des bombes à retardement susceptibles de rendre la doctrine de Nixon tristement célèbre : vietnamisation, arabisation... plus actuelle que jamais.

Un retournement de la situation est-il donc possible? C'est dans l'issue de la guerre du Sud qu'une réponse pourrait être trouvée. C'est certes une guerre dirigée contre la résistance et à travers elle contre l'avenir arabe dans sa totalité. Mais, quelle que soit l'issue, Genève ou permanence de la situation «*ni guerre ni paix...*» ou même un accord de paix égypto-israélien, tout laisse croire qu'une troisième guerre israélo-arabe peut à n'importe quel moment éclater à partir du Sud Liban. ■